

Colloque International



Construction de l'Etat-Nation et résistances au Chil : de l'Indépendance au Front populaire

UNIVERSITÉ
PARIS8
VINCENNES-SAINT-DENIS

université
Paris Ouest
Nanterre La Défense



Résumés

Table des matières

• La construction de l'identité judiciaire de l'Etat chilien ZUNILDA CARVAJAL	5
• Le prix de l'Etat ou le développement de la fiscalité au Chili de l'Indépendance à la Guerre du Pacifique NATHALIE JAMMET-ARIAS	7
• De l'Indépendance au Front Populaire : Le rôle de l'armée chilienne dans la construction de l'Etat-Nation MARIE-NOËLLE SARGET	8
• La naissance du Chili créole VICENTE ROMERO	10
• Elites y cultura política republicana (1891-1910) ENRIQUE FERNÁNDEZ DOMINGO	12
• Los “asociales”: mecanismos estatales de construcción de objetos marginales. Chile, 1900-1940 MARCOS FERNÁNDEZ LABBÉ	13
• Chiliennes : vers une citoyenneté de plein droit ANNE-CLAIRE SANZ	15
• Le Chili face à la confédération péruano-bolivienne (1835-1839) JÉRÔME LOUIS	17
• Les truchements (lenguaraces) du sud Bío-Bío face aux offensives du colonialisme républicain. Médiation, collaboration ou résistance? Chili, 1850-1865 JIMENA PAZ OBREGON ITURRA	19
• « <i>Indios argentinos</i> », « <i>indios chilenos</i> » : le concept de nationalité appliqué aux <i>mapuche</i> et <i>tehuelche</i> du Territoire National de Neuquén, Argentine (1884-1930) NATALIA MOLINARO	20
• Integración y resistencia mapuche en Chile. Desde la Conquista de 1882 hasta el Frente Popular ARAUCO CHIHUAILAF	22

- De la guerre de “pacification” de l’Araucanie à l’installation dans les “reducciones”: entre génocide et ethnocide. Inscription des Mapuches dans l’espace national chilien (1851-1929)
MICHÈLE ARRUE23

- La guerra del Pacífico en las *Poesías populares de El Pequeño* (1880) de Juan Rafael Allende: construcción lírica del Estado-Nación chileno, defensa de una soberanía nacional y resistencia a través de la escritura poética
BENOÎT SANTINI25

- “Amo, Luego somos”: Francisco Bilbao y la escrituración de la santidad popular en la construcción de la nacionalidad
MÓNICA ALBIZÚREZ GIL27

- La création de l’imaginaire national du Chili par l’appareil photographique : des prises de vue et des prises de pouvoir
NATALIA CALDERÓN29

- La prensa moderna en Chile: vicisitudes en la instalación de un soporte de mediación cultural
LUIS CARLOS TORO TAMAYO31

- Las relaciones de Chile con la República española (1931-1936)
JUAN LUIS CARRELLÁN RUIZ32

- Desempolvando el libro de familia. Intelectuales chilenos ante la Guerra Civil española
JESÚS CANO REYES.....34

- Visión del Estado a través de la propuesta de Frente Popular en Chile (1936-1938)
PEDRO PATRICIO MILOS HURTADO36

La construction de l'identité judiciaire de l'Etat chilien

ZUNILDA CARVAJAL
Université de Nanterre



Au début du XIX^{ème} siècle, l'organisation des tribunaux chiliens a d'abord obéi à la nécessité de remplir un vide juridique et procédural laissé par l'accession à l'Indépendance. Le Conseil des Indes ayant cessé de fonctionner, les décisions prises par les *Reales Audiencias* ne pouvaient plus être remises en cause. Les Constitutions de 1818 et 1822 ont alors créé des Tribunaux Supérieurs de Justice pour remplacer le Conseil des Indes. Ensuite, dès 1823, le Chili a affranchi ses institutions judiciaires de l'organisation coloniale avec la création de la Cour Suprême. Cette Cour va se caractériser par sa permanence au fil des changements constitutionnels et politiques. La Cour suprême peut même être qualifiée de supra-constitutionnelle, dans le sens où elle n'a pas besoin de Constitution pour subsister, au point qu'elle fêta son centenaire en 1923 alors qu'elle ne figurait pas dans la Constitution de l'époque (celle de 1833). Comme le remarquèrent certains auteurs, « *les Constitutions passent, la Cour Suprême demeure* ». L'étude de l'émergence des institutions judiciaires démontre que la Cour Suprême est une constante de l'histoire institutionnelle chilienne et une garantie de la continuité et de la stabilité de l'Etat naissant. L'enracinement culturel de la Cour Suprême chilienne et sa précocité dans l'histoire institutionnelle s'opposent pourtant à la formation tardive d'un droit républicain. En effet, la codification chilienne n'est intervenue qu'à la fin du XIX^{ème} siècle et la législation appliquée jusqu'alors étaient les lois coloniales ou des réglementations fortement inspirées par ces dernières. Ce constat pose plusieurs interrogations : quelles ont été les causes de cette permanence de l'organisation judiciaire ? Dans quelle mesure la Cour Suprême a-t-elle servi de levier à la mise en place d'un droit républicain ? Pourquoi, contrairement à la construction organique du système juridique, la formation des lois républicaines a-t-elle été si tardive ? Quelles ont été les influences extérieures ? Comment l'organisation judiciaire et la formation des lois républicaines ont-elles permis de se démarquer de l'organisation coloniale ? Ces questions sont importantes pour apprécier la construction de l'Etat-nation chilien. L'étude apporte des éléments de réponse en faisant ressortir les contradictions de la construction de l'identité chilienne. Plus particulièrement, alors

qu'au niveau organique l'Etat chilien s'est démarqué rapidement et facilement de l'influence espagnole, les juges ont pendant longtemps continué d'appliquer les lois coloniales. Ceci illustre les difficultés et paradoxes rencontrés pour l'édification d'un Etat-nation réellement indépendant qui construit son identité propre.

Le prix de l'Etat ou le développement de la fiscalité au Chili de l'Indépendance à la Guerre du Pacifique

NATHALIE JAMMET-ARIAS

Université Paris Ouest-Nanterre- La Défense

nathalie.jammet@yahoo.fr



La politique fiscale d'un pays en dit long sur ses traditions, sur son histoire et sur ses dirigeants. Tous les Etats, s'ils veulent survivre, sont obligés d'établir des règles en matière de fiscalité. Dès les prémises de l'Indépendance, en 1810, les gouvernements républicains chiliens ont été confrontés, de façon brutale et prégnante à des choix fiscaux. Cet exposé aura pour objectif d'établir et de commenter les corrélations et les dépendances entre Etat et fiscalité. Il s'agira de montrer que la lecture des lois fiscales fournit un éclairage sur les caractéristiques de l'institution étatique à plusieurs moments de son existence et dans des contextes différents. Le plan reprendra trois moments-clé de l'Etat : l'Etat en crise, l'Etat en développement, l'Etat qui délègue ses pouvoirs et ses obligations. La méthode de travail a consisté à étudier les 430 lois et décrets relatifs à la fiscalité au Chili de l'Indépendance à la Guerre du Pacifique incluse, la fiscalité après la Guerre du Pacifique étant fortement modifiée du fait des revenus importants fournis par l'exportation du salpêtre. Je me suis employée à définir les types d'impôts, leur nombre, leur éventuelle justification et leur relation avec l'état des finances publiques.

De l'Indépendance au Front Populaire : Le rôle de l'armée chilienne dans la construction de l'Etat-Nation

MARIE-NOËLLE SARGET

Chercheur à L'EHESS, associée au Ladyss

marie-noelle.sarget@orange.fr



Dès les origines, l'armée chilienne a joué un rôle de première importance dans la constitution de l'Etat-Nation. Contrairement à ce qui a été souvent dit, elle n'a cessé d'intervenir d'une façon ou d'une autre - ou tenté de le faire - dans la vie politique, jusqu'à la fin du Front Populaire, et bien au-delà ! Paradoxalement - tout au moins pour des Européens - jusqu'en 1947, cette participation a souvent contribué directement ou indirectement à la mise en place, à la viabilité et au bon fonctionnement des institutions démocratiques. J'essaierai de montrer les différents rôles joués par l'armée entre l'Indépendance et le Front Populaire en distinguant selon le rôle qui domine, quatre périodes :

1- Le rôle de l'armée dans la constitution du territoire et de la population mêmes de l'Etat-Nation : Qu'il s'agisse des guerres de l'Indépendance, des guerres menées ultérieurement contre le Pérou et la Bolivie, ou de la lutte contre les Araucans, le rôle de l'armée est , presque jusqu'à la fin du 19ème siècle, d'abord d'établir les frontières du nouvel Etat, et son contrôle sur sa population. Constamment victorieuse, l'armée chilienne retire de ses hauts faits un grand prestige, en partie à l'origine de la légitimité de son action politique ultérieure.

2 - De la fin du 19ème siècle à 1925, l'armée se transforme, se professionalise, prend ses distances avec l'oligarchie, se rapproche des objectifs et des idéologies qui animent les classes moyennes, et se prépare à devenir un acteur fondamental dans l'évolution de la vie politique chilienne et la modernisation de l'Etat. Ce processus culmine avec le coup d'Etat de 1925, et l'imposition au parlement libéral d'une nouvelle constitution, qui durera jusqu'en 1973.

3 - Entre 1925 et 1932, l'armée devient l'acteur principal de la vie politique, dans le cadre de la constitution qu'elle a mise en place : elle joue un rôle moteur dans la transformation de l'Etat, qui se modernise et voit ses moyens d'action s'accroître

considérablement sous la présidence autoritaire du général Ibañez, qui s'efforce de développer l'éducation, les travaux publics, et la production industrielle. Parallèlement, une partie de l'armée, depuis longtemps travaillée par le Parti radical et la franc-maçonnerie, se radicalise jusqu'à se rapprocher des idées socialistes : elle s'empare du pouvoir lors de la romantique aventure du colonel Marmaduke Grove, qui ne durera que quelques mois pendant lesquels elle proclame une "République socialiste" et dénonce la domination de l'oligarchie et de l'impérialisme étranger...

4 - Si l'armée retourne dans ses casernes, ses idéaux nationalistes, anti-impérialistes et socialistes seront désormais portés dans la vie politique chilienne par un nouveau parti, le Parti Socialiste du Chili, qui en est directement issu. On peut aussi considérer que les réalisations économiques et sociales du Front Populaire s'inscrivent, même si elles sont beaucoup moins radicales, dans la ligne des réformes qu'elle préconise.

Jusqu'au Front Populaire, la participation de l'armée chilienne à la vie politique a donc permis la mise en place d'une constitution et d'institutions étatiques, animées du projet nationaliste de promouvoir un développement susceptible d'intégrer l'ensemble de la société. Elle changera radicalement d'orientation après la signature en 1947, par le Président Pedro Aguirre Cerda, sous la pression des Etats-Unis, du Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque : dès lors, enrôlée dans d'autres combats, sa priorité ne sera plus l'Etat-Nation chilien.

La naissance du Chili créole

VICENTE ROMERO

Université de Paris 8

vicente.romero-espinoza@univ-paris8.fr



Cette communication revisite ce période de l'histoire de ce pays pour retrouver des éléments qui mettent en doute certains a priori concernant le caractère national en abstrait de l'Indépendance et de l'Etat chilien. Au regard du colonialisme (dynamiques mondiales et interaméricaines envers les peuples originaires), elle relativise les différences entre les projets personnifiés par Bernardo O'Higgins, José Miguel Carrera et Ramon Freire, trois des principaux chefs militaires créoles chiliens de la guerre d'indépendance. Au cours des quarante dernières années de la période coloniale espagnole, la couronne espagnole avait cantonné le Chili au versant Pacifique de la cordillère des Andes. Suivant la tendance créole exophile, l'orientation géopolitique maritime et qui tourne le dos au Continent sera proposé par Manuel de Salas (1796) pour devenir le nord, d'abord à tâtons, O'Higgins (1810) et Carrera puis clairement de l'Etat chilien à partir du ministère de Portales. Cette orientation économiquement exophile permet au Chili de se libérer de la main mise de Lima pour tomber sur celle du colonialisme économique anglais. (elle se consolidera une fois « résolue » la question mapuche avec après l'annexion du « Désert » par l'Etat argentin et l'annexion des provinces de Tarapaca et Antofagasta et de l'Araucanie par l'Etat chilien. La phase décisive de la guerre continentale pour l'indépendance au Chili (1816-1823), avec la stratégie militaire mise en place, avait défini la future orientation de l'Etat chilien. En effet, la stratégie choisie par San Martín (dès 1812 ?), de prendre le chemin le plus direct pour libérer Santiago de la domination hispanique et, pour en suite s'acheminer par mer vers le Pérou pour s'emparer du cœur du système de domination hispanique dans la région, consolide de fait la nature « civil » de la guerre, d'une guerre entre « espagnols » ; privilégie la négociation et alliance des forces armées indépendantistes avec les couches oligarchiques traditionnelles de la région central du pays (le poids des familles des *Mayorazgos* se maintient légalement jusqu'en 1852). Pour obtenir cohésion et s'assurer d'une certaine autonomie vis-à-vis

de cette classe pas toujours patriotique, les leaders créoles des guerres d'indépendance créèrent des institutions élitaires de type napoléonien tel la Légion du Mérite (1817) pour faire d'elle l'ossature du nouvel Etat. Les *cabildos* devaient être soumis à l'exécutif et à l'armée et les loges Lautaro ou Massachusetts devaient fournir les réseaux sociaux qui garantiraient dans l'ombre le contrôle du pouvoir. Si, comme le proposait O'Higgins, la guerre d'indépendance aurait commencé dans la région de frontière avec les Araucans, elle aurait éclairé d'un jour nouveau la confrontation entre nations américaines –créoles versus indiens– qui était sous-jacente lors des indépendances. Ainsi l'a laissé présager la Guerre à Mort (1819-1824). En tout état de cause, ce que l'histoire a permis de constater est ce qui suit : l'Etat créole chilien a d'abord mis en sourdine puis radicalisé les politiques annexionnistes et colonisatrices envers les indiens de l'Araucanie. En manque de ses propres référents patriotiques, les élites créoles font usage de figures mythiques de la résistance indigène envers la couronne espagnole pour donner des racines historiques à leur entreprise ; puis pendant les guerres d'indépendance ils font usage des différents mécanismes de la période coloniale espagnole pour garantir un contrôle de la frontière avec les Araucans. Le nouveau Etat déclarera en suite que les Indiens sont des citoyens chiliens (1819), puis que son territoire allait jusqu'au Cap Horn. Ainsi, au cours du XIX^e siècle, le rationalisme libéral-mercantiliste des créoles se révélera peu à peu être la feuille de vigne qui cache mal la nature coloniale d'un Etat né au service des oligarchies créoles et du capitalisme montant européen.

Elites y cultura política republicana (1891-1910)

ENRIQUE FERNÁNDEZ DOMINGO

Université Paris 8

enrique.fernandez@yahoo.fr



La cultura política republicana de las élites chilenas articula el discurso a través del lenguaje y las prácticas, teniendo como premisa que los mecanismos de la dominación y socialización del discurso no sólo se desenvuelven en el plano de lo manifiesto, sino que también funcionan en el plano de lo latente (representaciones, gestos, imaginarios, simbolismos) por medio del cual los sujetos se perciben a sí mismos y a su exterior: es decir, se trata de percepciones colectivas de un grupo en relación con su identidad o identidades, representaciones que pueden ser reelaboradas subjetiva y colectivamente. La cultura política republicana la definimos en este trabajo como una elaboración, el fruto de un proceso y un contexto histórico particular que lo enmarcamos entre la revolución de 1891 y los festejos del primer centenario de Chile. La cultura política republicana intenta convertirse en el único posible factor de identificación del grupo, de la comunidad, que activa en numerosos individuos la adhesión a sus principios y sus valores, intentando imponerse como la base más sólida de la pertenencia política y el compartir objetivos y esperanzas. El estudio intentará demostrar la existencia de un discurso y unas prácticas sociales y políticas que definen una cultura política estructuradora de los códigos, referentes, representaciones, prácticas, símbolos y valores a los cuales adhieren y se identifican las élites chilenas. La cultura política republicana intenta presentarse como un fenómeno social de carácter cultural que determina las actitudes políticas de los miembros de las élites políticas chilenas y que traduce para el conjunto del grupo sino el conjunto de las aspiraciones que podrían, a su parecer, permitir transformar la sociedad de una manera “positiva”. Paralelamente el proyecto político cultural republicano de la elite chilena tiene como función la producción de su legitimidad. Este objetivo incita a crear y gestionar un conjunto de referencias históricas, la ocupación sistemática del espacio urbano y bélico, así como la apropiación simbólica del tiempo festivo.

Los “asociales”: mecanismos estatales de construcción de

objetos marginales. Chile, 1900-1940

MARCOS FERNÁNDEZ LABBÉ

Universidad Alberto Hurtado

mfernand@uahurtado.cl



La siguiente comunicación tiene por objeto el describir y analizar el conjunto de prácticas institucionales y discursivas que derivaron en la articulación por parte del Estado chileno de una serie de objetos sociales específicos, definidos por su peligrosidad y grado de anomia o desintegración con respecto a los distintos programas de unidad nacional propuestos desde el nivel político central. A través de la observación de la legislación referida a los extranjeros indeseables, los alcohólicos, los toxicómanos y todos aquellos cuyas conductas serán genéricamente establecidas como “parasitarias” -discutidas y redactadas a lo largo de las décadas de entreguerras en Chile a partir de discursos de origen policial y clínico-, lo que se busca es rastrear y poner en evidencia al menos tres aspectos centrales:

a.- La constitución de un concepto de “sociedad” definido por lo excluyente, en términos de su organización binómica entre aquellos integrados a la sociedad –comprometidos con las tareas del progreso y el culto a la Nación, la Raza o el Pueblo-, y sus antípodas, es decir, aquellos miembros “podridos” del cuerpo social, que viven de éste sin trabajar y que representan por ello una peligrosidad no tanto para sí mismos como para el conjunto de la sociedad nacional.

b.- La articulación y puesta en funcionamiento, a partir de la definición anterior, de un conjunto de instituciones estatales y paraestatales “socializadoras” por un lado (Sistemas de Previsión Social, ampliación de la cobertura educacional, formalización de un mercado del trabajo regulado, etc.); y “de-socializadoras” por otro, es decir, destinadas a certificar el incumplimiento por parte de algunos individuos (extranjeros, vagos, prostitutas, toxicómanos, etc.) de las conductas básicas de pertenencia social, y proponer y aplicar las medidas correctivas necesarias. Este tipo de instituciones encarnarán en el periodo comprendido en los cuerpos policiales y el sistema de visitación social.

c.- Por último, analizar el proceso por medio del cual este tipo de mecanismos de institucionalización derivaron en la articulación de representaciones sociales “subjetivadas” objetivamente, es decir, cómo la constitución de signos o marcas de asocialidad derivó

en la organización de un campo de instituciones y prácticas que se desplegó sobre individuos asignados a ciertas identidades, las que, incardinadas en la peligrosidad, demostraron su carácter ficcional antes que “real”, en tanto sus objetos de validación no se encontraban en otro lugar que en los mismos discursos e instituciones implementadas a la sombra de la construcción del estado nacional.

De esa forma, y a través en lo fundamental de documentación emanada de los servicios policiales, las discusiones parlamentarias y la opinión jurídica, lo que se plantea es reseñar la conceptualización de sociedad, Estado y “sujeto asocial” —entendidos como factores participantes en la construcción efectiva del Estado- a lo largo de la primera mitad del siglo XX.

Chiliennes : vers une citoyenneté de plein droit

ANNE-CLAIRE SANZ

Université Paris 8

acsanz@hotmail.fr



La période qui s'ouvre avec l'indépendance du Chili et se clôt en 1941 avec la fin du Front Populaire est un moment-clé dans l'histoire des femmes de ce pays : cantonnées à la sphère domestique et soumises à l'autorité masculine lorsqu'est instaurée la République en 1818, les Chiliennes voient leur condition évoluer à partir de la fin du XIX^e siècle et parviennent progressivement à dessiner les contours d'une citoyenneté politique et sociale active. Dans cette intervention, nous analyserons le processus qui a conduit à ces changements et son impact sociopolitique à court et long terme. La proclamation de l'indépendance du Chili ne provoque pas de bouleversements immédiats dans le domaine des relations de genre : le dogme catholique, qui promeut des rôles de genre rigides et fortement asymétriques, demeure extrêmement puissant jusqu'au dernier quart du XIX^e siècle et, si la société se transforme, la bourgeoisie qui vient peu à peu contester la domination politique et économique de l'élite nobiliaire ne remet pas en question la hiérarchie des sexes ni la répartition sexuée des rôles et des espaces. D'ailleurs, les Codes Civil (1855) et Pénal (1874) dont se dote le Chili consacrent la suprématie du masculin : le principe de l'inégalité des sexes est érigé en norme juridique. Cependant, avec l'arrivée au pouvoir des libéraux, l'horizon des Chiliennes commence à s'ouvrir : dans les classes moyennes et supérieures, on juge opportun d'instruire les « éducatrices » des futurs citoyens. Parallèlement, dans les milieux ouvriers, particulièrement dans la région d'Iquique, alors en plein boom du salpêtre, de nouvelles doctrines se répandent : socialisme, anarchisme, communisme parlent de justice sociale, d'égalité et inspirent les ouvrières qui se mettent à questionner les écarts de salaires entre elles et leurs homologues masculins, notamment au travers de publications souvent virulentes. C'est dans ce contexte que vont apparaître ça et là, les premières associations de femmes : il s'agit le plus souvent de micro-structures hétérogènes et éphémères qui poursuivent des buts divers. A partir des années 1920, un consensus se noue autour du thème de la citoyenneté politique, les actions des femmes engagées pour la conquête du droit de vote gagnent en fréquence, en intensité, et en audace. Ce qui se joue alors est

fondamental : même si elles ne sont qu'une minorité à participer aux actions menées, les Chiliennes acquièrent, à cette époque et pour la première fois de leur histoire, une visibilité en tant que collectif qui défend ses droits. En 1935, la première grande organisation féminine du Chili, le Mouvement pour l'Emancipation de la Femme Chilienne (MEMCH), est créée. Il œuvre pour l'union des structures féminines et soutient également le rassemblement des forces de gauche au sein du Front Populaire : un pas de plus est franchi : les femmes cherchent à se créer une place dans l'espace et le jeu politique et à influencer sur le gouvernement de leur pays, néanmoins, il leur faudra attendre 1949, pour obtenir, après plus de vingt ans de mobilisation, le statut de citoyennes à part entière.

Le Chili face à la confédération péruano-bolivienne (1835-1839)

JÉRÔME LOUIS

Institut Napoléon

jeromelouis@wanadoo.fr



Le Chili indépendant depuis 1818 commence, dans les années 1830, à étendre son influence. L'économie décolle avec la découverte de la mine d'argent de Chañarcillo et la croissance des échanges commerciaux à partir du port de Valparaiso. La bourgeoisie commerçante connaît une certaine prospérité en exploitant les ressources naturelles (argent, cuivre, salpêtre), et cela avec le soutien de capitaux anglais qui conditionnent son décollage économique. Le Chili est néanmoins très endetté. Ses bons ont chuté de trois quarts de leur valeur. Ils sont cotés à 28 % à la Bourse de Londres. En raison de sa position géographique, il craint d'être encerclé au nord par un bloc andin et à l'est par l'immense Argentine, alors en proie aux guerres intestines. Conscient de ses forces comme de ses fragilités, le Chili reste vigilant. Un conflit surgit avec le Pérou pour la suprématie sur le Pacifique. La formation de la Confédération péruano-bolivienne est considérée comme une menace pour la stabilité du Chili. Portalès déclare la guerre et dès la fin de l'année 1836, des navires chiliens bloquent le port de Callao. Des dissensions intestines éclatent au Chili où la guerre contre le Pérou, cette république dont l'indépendance est fille de celle du Chili, rencontre une vive opposition. Des complots se trament contre Portalès. Le 2 juin 1837, Portalès, ministre de la guerre et de la marine, se rend au camp de Quillota pour superviser les manœuvres des 4 000 hommes d'élite qu'il destine à l'expédition contre le Pérou. Le colonel Vidaurre s'oppose à ces préparatifs. Il déclare publiquement qu'il résisterait aux ordres de départ. Corrompu, le régiment est prêt à le suivre et fomenté une mutinerie. Venu inspecté les troupes, Portalès est subitement couché en joue par les mutins, puis il est garrotté et traîné sur une charrette. Les troupes séditeuses marchent sur Valparaiso. La guerre civile couve. Vidaurre avec 1 450 soldats se préparent à livrer bataille contre les forces loyalistes du vice-amiral Encalada. La rencontre a lieu dans un défilé où l'artillerie loyaliste dérouté depuis les hauteurs les troupes rebelles trop malencontreusement engagées. Pris de panique, Vidaurre fait assassiner Portalès le 8 juin 1837. L'opinion pense que le Pérou de

Santa-Cruz a trempé dans ce crime. Le 4 juillet, Vidaurre et quatre de ses complices sont fusillés sur la place publique à Valparaiso. Les autres coupables sont déportés à Juan Fernandez. Portalès a des funérailles dignes d'un chef d'État et le gouvernement poursuit ses projets guerriers contre le Pérou. Le 16 septembre, une flotte chilienne appareille et débarque 2 700 hommes à Islay. Les Chiliens se portent vers Arequipa mais subissent de lourdes pertes sur le chemin désertique. Pour sauver son armée, Blanco Encalada signe le traité de Paucarpata le 17 novembre 1837. Le gouvernement chilien refuse cette paix. Les hostilités se poursuivent, au grand dam de la France, de l'Angleterre et des États-Unis qui voient d'un mauvais œil toute tentative de blocus maritime. Les Chiliens réclament 20 millions de dollars au Pérou et l'occupation de Callao. Une flotte chilienne est envoyée sur Arica le 10 janvier 1838. Voulant renouveler l'opération de l'année précédente, la marine chilienne cherche à obtenir la suprématie sur les mers. Les 12 et 13 janvier a lieu le combat incertain d'Islay. La revanche est néanmoins totale lors des victoires navale de Casma le 12 janvier 1839 et terrestre de Yungay le 20 janvier. Le Chili s'affirme comme puissance régionale. La Confédération péruano-bolivienne se dissout.

Les truchements (lenguaraces) du sud Bío-Bío face aux offensives du colonialisme républicain. Médiation, collaboration ou résistance? Chili, 1850-1865

JIMENA PAZ OBREGON ITURRA

Institut d'Études Politiques - IEP – Sciences po – Rennes



Au Chili, la construction de l'État-Nation a dû faire face à une situation éminemment paradoxale. D'une part les élites des Indépendances se construisent autour d'un discours qui revendique l'héritage glorieux des vaillants guerriers araucans, ayant lutté victorieusement contre l'envahisseur espagnol. D'autre part ces mêmes élites s'opposent rapidement aux armées araucano-mapuches et sont embarrassées et entravées par les enclaves indiennes qui leur échappent. Au colonialisme expansionniste de la Monarchie Catholique, mis en échec par les Araucans-Mapuches depuis le 17ème siècle, se substitue au 19ème siècle un colonialisme républicain qui convoite les terres indiennes et cherche à imposer une domination politique et militaire. Nous voudrions mieux comprendre les mécanismes mis en œuvre par ce colonialisme républicain, de plus en plus offensif et intrusif à partir du milieu du siècle, à travers la figure et l'itinéraire de plusieurs truchements ayant joué des rôles de premier plan lorsque le gouvernement chilien décida d'entreprendre l'occupation territoriale du sud Bío-Bío.

« *Indios argentinos* », « *indios chilenos* » : le concept de nationalité appliqué aux *mapuche* et *tehuelche* du Territoire National de Neuquén, Argentine (1884-1930)

NATALIA MOLINARO

Université de Paris 8-ALHIM

natalia.molinaro1@gmail.com



Dans le cadre de ce colloque, « construction de l'Etat Nation et résistances au Chili », nous souhaitons apporter des éléments de comparaison en abordant le cas de l'Argentine, et plus particulièrement les discours sur la nationalité appliqués aux populations indigènes du Territoire National du Neuquén entre 1884 et 1930. Situé de l'autre côté de la cordillère, au nord-ouest de la Patagonie, ce Territoire –l'actuelle Province de Neuquén- cristallise les enjeux nationaux et les tensions identitaires de par sa frontière avec le Chili et de par son histoire. En Argentine, les guerres civiles succèdent rapidement à la Révolution de Mai 1810, et, bien que le Congrès de Tucumán proclame l'indépendance en 1816, cela ne suffit pas à créer une conscience nationale. En fait, la plupart des historiens argentins considèrent que l'Etat Nation naît bien plus tard, dans les années 1880, avec l'aboutissement des campagnes militaires pour la conquête des territoires de l'actuelle Patagonie, et avec la présidence de Bartolomé Mitre. En 1884, la création du Territoire National du Neuquén et la promulgation de la loi d'Organisation des Territoires Nationaux marquent la fin de cette « *conquête du désert* ». C'est une étape clé dans la consolidation de l'Etat Nation : l'intégration des espaces contrôlés jusqu'alors par « l'indien » permet de « *sécuriser les frontières du sud* » et de mettre en œuvre le projet national, fondé sur le (re)peuplement de la région par une immigration européenne et l'accroissement de la production agricole. La main d'œuvre étrangère, mais aussi et surtout les propriétaires terriens seront invités à s'installer et à faire fructifier ces terres. Dans ce contexte, l'attribution de la nationalité argentine deviendra une priorité. Pour les populations autochtones, ce moment historique est celui d'un véritable bouleversement. Depuis le XVIII^{ème} siècle, *mapuches* et *tehuelches* avaient tissé un large réseau économique et politique s'étendant des deux côtés de la cordillère. La défaite militaire signifie pour eux la perte de leur autonomie. La « *territorialisation* » de l'Etat-Nation engendre une « *déterritorialisation* » indigène, à la fois physique et symbolique. Considéré

comme un « sauvage » « *extérieur* » à la nation et « étranger » à la notion même de « *civilisation* », ami ou ennemi redouté selon les circonstances, « *l'indien du sud* » a toujours représenté *l'autre* par excellence et un obstacle au projet « d'argentinité ». Avec la création du Territoire National du Neuquén se dresse donc un nouveau défi pour l'Etat : faire des « *mapuche* », des « *argentins* ». Après avoir évoqué brièvement les différentes politiques mises en œuvre pour l'incorporation indigène suite aux campagnes militaires, nous nous intéresserons plus particulièrement à la question de l'attribution de la nationalité aux populations autochtones, en nous interrogeant sur les impacts sociaux et culturels de l'utilisation de catégories homogénéisatrices telles que « indiens chiliens » et « indiens argentins » pour les désigner.

Integración y resistencia mapuche en Chile. Desde la Conquista de 1882 hasta el Frente Popular

ARAUCO CHIHUAILAF

ALHIM

achn@club-internet.fr



El año 1882 marca la derrota militar mapuche por un lado y, por otro, la conquista chilena de nuevas tierras. Se completará desde entonces la desarticulación del territorio mapuche impulsada por el Estado. Los mapuches quedarán arrinconados en « reducciones » y obligados a integrarse a la nación chilena cuyos mecanismos de funcionamiento no conocían y cuyo idioma no dominaban. La población mapuche se verá enfrentada a un doble proceso: a) integración a la sociedad nacional, b) despliegue de formas de resistencia para defender sus tierras y para salvaguardar su especificidad cultural. Para este último objetivo, la vía será estrecha en un país fundamentado en una concepción de nación homogénea. Las primeras organizaciones mapuches fundadas desde comienzos del siglo XX así como una temprana inserción en la política chilena, constituirán importantes canales de integración pero también de resistencia. Resistencia en el sentido de oposición colectiva a diferentes formas de agresión. Este proceso contradictorio de integración y de resistencia es el que nos proponemos subrayar, tanto más cuanto es un aspecto que ha sido soslayado por la mayor parte de los historiadores que se han referido a la historia mapuche del siglo XX.

De la guerre de “pacification” de l’Araucanie à l’installation dans les “reducciones”: entre génocide et ethnocide. Inscription des Mapuches dans l’espace national chilien (1851-1929)

MICHÈLE ARRUE

Université Paris 8-ALHIM

arrue.michele@bbox.fr



Nous nous proposons d’étudier comment les mapuches, groupe autochtone qui avait su garder une relative indépendance lors de la colonisation espagnole, vont être rattachés à la jeune république chilienne. L’étude de la genèse des modalités d’inscription du groupe mapuche au sein de la société nationale nous permettra de comprendre comment se noue cette relation de domination, rendue possible par la construction d’un imaginaire national visant à la légitimer. Elle nous informera sur la nature de cette relation tout autant que sur la nature de l’Etat qui se constitue alors. Nous étudierons également comment, face aux politiques de l’Etat chilien visant à en finir avec les autochtones mapuches, ces derniers opposeront une résistance qui ne sera pas uniquement guerrière afin de parvenir à continuer d’exister comme groupe distinct au sein de la société nationale. Pour ce faire nous nous centrerons plus particulièrement sur deux périodes : la « pacification » de l’Araucanie qui débute au milieu du XIX^{ème} siècle et se clôt en 1883, et l’installation des Mapuches dans des « reducciones » qui a lieu de 1884 à 1929. La première période consiste en la conquête du territoire mapuche - L’Araucanie - qui avait été reconnu par la couronne espagnole trois siècles plus tôt. Sous la présidence de Manuel Montt, le colonel Cornelio Saavedra mène une campagne qui alliera conquête militaire et occupation permanente des territoires conquis par des colons chiliens et étrangers (principalement des Allemands), montrant ainsi qu’au métissage avec les mapuches sera préféré un peuplement d’origine européenne. Cette guerre longue et sanglante prend fin le premier Janvier 1883. Les mapuches perdent alors leur territoire. Commence pour les autochtones mapuches une période de grands bouleversements avec leur installation dans des « reducciones », sorte de réserves. Les mapuches cessent d’être des éleveurs et doivent adapter leur économie à la terre peu de chagrin qui va leur être impartie. D’éleveurs, ils deviennent paysans pratiquant une agriculture d’auto subsistance. Entre 1884 et 1929, 3078 titres de propriété collective seront

distribués. Le territoire initial des Mapuches estimé à 10 millions d'hectares va être réduit à moins de 500000 hectares, soit une moyenne de 6,1 hectares par personne. Signalons encore qu'avant la fin de l'établissement dans les « reducciones », en 1927, commencent à être votées des lois visant à rendre possible la division des terres. Or en perdant leur caractère indivisible lié au statut de propriété collective, les terres perdent leur protection. Elles courent le risque d'être vendues et de passer sous le contrôle de non mapuches. On comprend ainsi que la volonté de stabiliser les Mapuches dans des réductions n'est que la première phase d'un processus qui vise à la dissolution de la communauté. Les mapuches devront également affronter, au cours de ces années, le discours qui se constitue à leur endroit et qui vise à faire disparaître de l'imaginaire national ceux que l'on considérera comme des traîtres suite à leur défection lors des guerres d'indépendance, la plupart des mapuches se rangeant du côté des troupes espagnoles. Le discours selon lequel l'Araucanie est un territoire très peu peuplé peut être considéré comme le point de départ d'un discours qui fera des mapuches les invisibles de la société chilienne.

La guerra del Pacífico en las *Poesías populares de El Pequén* (1880) de Juan Rafael Allende: construcción lírica del Estado-Nación chileno, defensa de una soberanía nacional y resistencia a través de la escritura poética

BENOÎT SANTINI

Université du Littoral-Côte d'Opale

benoitsantini@yahoo.fr



La Guerra del Pacífico (1879-1884) inspira a numerosos poetas chilenos de la época, entre los cuales cabe destacar a Bernardo Guajardo, Ángel Custodio Lillo y Juan Rafael Allende. En su obra *Poesías populares de El Pequén* (1880), el mismo Juan Rafael Allende (1848-1909) canta los acontecimientos bélicos ocurridos a lo largo de los cinco años que duró el conflicto. La escritura “en vivo”, basada en la inmediatez –característica de la “literatura de cordel” o de la “lira popular chilena”- que se hace mediante estrategias escriturales variadas (humor, desenfado), se convierte en una verdadera arma y en un instrumento al servicio de la denuncia, de la acusación y de la defensa patriótica, en una época marcada por la “creación de un imaginario colectivo” y el “desarrollo de un proyecto nacional”. Con un discurso lírico a menudo enfático, el poeta alaba la grandeza de las Fuerzas Armadas chilenas, ensalzando su valor y sus virtudes. No son infrecuentes las evocaciones a protagonistas de dicho conflicto (el General Daza, Presidente de Bolivia en 1879), al buque Huáscar (capturado por Chile), e incluso a batallas famosas (como, por ejemplo, el combate de Pisagua, que constituyó el principio de la campaña terrestre en el territorio peruano). La concisión formal y la brevedad –el poemario, que consta de 64 páginas, va escrito en versos de arte menor, en especial en octosílabos, adquiriendo así un cariz popular- no impiden una gran eficacia expresiva y vuelos épicos ; así, este texto sumamente político es, a pesar de las hipérboles y exageraciones que contiene, un documento de primera mano que presenta los conflictos que opusieron Chile al Perú y a Bolivia. Las cualidades de Juan Rafael Allende como escritor fueron subrayadas por Pedro Pablo Figueroa que, en 1885, declara: “Sus libros de poesías populares lo han colocado a la altura de los más afamados poetas peninsulares [...]. [Publicó] la serie de poesías festivas que con el seudónimo de el ‘Pequén’, han circulado a millares

por la República. Juan Rafael Allende es un escritor jocoso sin rival en el país...”¹. Así, creación poética y objetivo político aparecen estrechamente vinculados en la obra que nos interesa. Cabe preguntar entonces : ¿Cómo realza Juan Rafael Allende la necesidad de afirmar una soberanía territorial? ¿Con qué mecanismos consigue hacer hincapié en la defensa de una identidad y la formación del Estado nacional chileno unos 60 años después del fin de las Guerras de la Independencia? ¿Cómo se compaginan proyecto poético-estético y proyecto ético-político-nacional en la postura creadora que adopta el autor? Como diría Ricardo Donoso, “nadie podrá disputarle [a Juan Rafael Allende] el lugar que ocupa entre los más mordaces, agudos e incisivos escritores satíricos de Chile”.

¹ Pedro Pablo FIGUEROA, *Galería de escritores chilenos*, Santiago de Chile, Imprenta i Litografía Ahumada, 1885, pp. 156-157.

“Amo, Luego somos”: Francisco Bilbao y la escrituración de la santidad popular en la construcción de la nacionalidad

MÓNICA ALBIZÚREZ GIL

*Instituto de Estudios Latinoamericanos-Freie Universität Berlin,
 Allemagne*

malbizurezw@googlemail.com



En 1851, el chileno Francisco Bilbao (1832-1865) llega al Perú luego de haber participado en una rebelión en contra del Gobierno de Manuel Montt. La estancia en Lima, de 1851 a 1855, no escapa a nuevos conflictos, derivados de los ataques dirigidos por Bilbao en contra del régimen de Echenique y su proyecto de construcción nacional basado en la exportación del guano. De esa época, es la publicación del texto *Santa Rosa de Lima Estudios sobre su vida* (1852), sobre el cual versará mi ponencia. A diferencia de otros escritos, éste no genera mayor polémica porque aparentemente se circunscribía a narrar la vida de la santa peruana. Sin embargo, en él, Bilbao profundiza reflexiones desarrolladas anteriormente, como la falta de viabilidad de un proyecto republicano de nación que prescindía de la fe y la imaginación en la institucionalización de las masas iletradas. Bilbao muestra un escepticismo frente al discurso pedagógico de los estados nacionales del XIX, basados en el presupuesto de una minoridad creativa del individuo para ejercer su ciudadanía. Más bien, la propuesta de Bilbao a través del concepto de “soberanía individual” persigue promover la participación social y política del individuo iletrado sin esperar a ser educado por el Estado, a efecto de ejercer un contrapeso a la soberanía nacional pactada por las élites políticas y económicas que habían dirigido los procesos de independencia. En tal soberanía individual, Bilbao incluye la construcción de una religiosidad popular que se alejara de los dogmas de la Iglesia Católica, pero que, a la vez, resistiera la secularización promovida por los sectores liberales. Así, la reescritura de la vida de Santa Rosa de Lima constituye una validación de la santidad como una práctica histórica local que encarna la fe en contextos sociales y culturales específicos, y que al hacerlo, consigue una articulación social más allá de los binarismos de los discursos políticos liberales y conservadores. Asimismo, el cuerpo de la santa, junto a las experiencias extáticas que experimenta, se convierte en un espacio desde donde metonímicamente se impugna la centralidad de la propiedad privada en las economías

nacionales y se propone el sacrificio propietario como una forma de inclusión social. En tal sentido, la escritura de Bilbao representa una apelación al discurso sentimental de la compasión, raramente utilizado en discursos letrados masculinos del siglo XX, con el objetivo de afianzar las bases de un imaginario colectivo. En este discurso, la utilización de una lengua fragmentada representa la respuesta de Bilbao a la gramática, como discurso ordenador de la construcción nacional chilena y peruana. Por lo tanto, mi ponencia es un acercamiento a *Santa Rosa de Lima Estudios sobre su vida* como un discurso que valida religiosidad y los íconos populares en la construcción de una modernidad en el siglo XIX y, por tanto, se distancia de otros discursos ensayísticos masculinos contemporáneos, que potenciaban la racionalidad, el orden y el progreso como presupuestos para civilizar las sociedades posindependientes. Las reflexiones de Bilbao sobre la fe y la santidad constituirían un antecedente interesante a la teología de la liberación del siglo XX, que precisamente en el Perú tuvo un asiento fundamental.

La création de l'imaginaire national du Chili par l'appareil photographique : des prises de vue et des prises de pouvoir

NATALIA CALDERÓN

Université Paris 8)

martinez.talanatalia@gmail.com



On peut supposer une certaine contemporanéité entre la configuration des imaginaires nationaux en Amérique latine et l'arrivée de l'appareil photographique. Cette contemporanéité situe l'appareil photographique comme un support d'inscription privilégié de l'avènement des nations latino-américaines. Un imaginaire national, selon Renan, est un *principe spirituel* qui se construit en vertu d'un rapport au passé qui s'actualise constamment pour pouvoir se projeter au futur. Mais il faut signaler que le rapport au passé en Amérique latine se révèle comme spécialement problématique, si l'on considère que les nations américaines se constituent comme l'oubli d'une certaine tradition. Il s'agit de l'idée du commencement absolu qui est à la base du mouvement indépendantiste et qui d'après Renan a son origine dans un oubli originaire qui est fondateur de toute nation. Cet oubli est la négation de la culture précolombienne dont la tradition était contraire à l'idée de progrès et de civilisation que les projets de nation veulent instaurer. Cet imaginaire national fondé dans un oubli originaire est contemporain à l'arrivée de l'appareil photographique. Pourtant, ces prises de vues qui vont générer la mise en archive d'une idée de nation ne se présentent pas comme de simples images. Il s'agit plutôt d'une manière d'effectuer la cartographie d'un territoire qui permettra son occupation avec des données plus précises, apportées par l'appareil photographique. Ces nations, qui se créent sous le signe de la liberté, à l'imitation de la Révolution française, ont paradoxalement continué avec la domination des peuples autochtones. L'appareil photographique apparaît comme le principal moyen grâce auquel les nations vont développer l'occupation des territoires des peuples indigènes. À cet égard, on parlera d'un album photographique intitulé « El album del Santa Lucía ». Cet album a été édité en 1874 par le président de l'époque, Benjamin Vicuña Mackenna. La butte « Santa Lucía » est paradigmatique en tant que sur elle ont été inscrites de différentes prises de pouvoir. La butte Sainte Lucie est située à Santiago, la capitale du Chili. L'histoire signale qu'elle était un lieu sacré pour les indigènes, un symbole du pouvoir inamovible de la nature. Cette butte a

été paradoxalement nommée par les Indiens « Huelén », c'est-à-dire, « La douleur ». Quand Pedro de Valdivia arrive à Santiago, monte sur la butte Huelén pour faire la première prise de terre, pour établir la première mensuration de la ville. Ce marquage sur la terre a aussi impliqué un ré-nommer, car le nome indigène Huelén est effacé et dorénavant la butte s'appellera *Santa Lucía*. Au XIX siècle, la butte Santa Lucía sera de nouveau le lieu choisi pour une nouvelle prise de terre. Il s'agit cette fois des transformations urbanistiques qu'auront comme finalité l'instauration d'un nouveau *Nomos* qui marquera la fin du régime colonial et les débuts de l'idée de nation. Notre travail essayera de montrer comment L'album photographique « Santa Lucia » doit être considéré comme la mise en archive de cette nouvelle prise de pouvoir.

La prensa moderna en Chile: vicisitudes en la instalación de un soporte de mediación cultural

LUIS CARLOS TORO TAMAYO

Universidad de Chile/Université Paris Ouest-Nanterre- La Défense

karlostoro@hotmail.com



El surgimiento de la prensa moderna en Chile está directamente relacionado con el proceso de renovación económica, política y social que fue puesto en práctica en el siglo XIX por las clases dominantes como reflejo de sus expectativas de “orden” y “progreso”. Este nuevo proyecto, que buscaba implementar el modelo de pensamiento de corte liberal y cientificista proveniente de los países del atlántico norte, motivó una dinámica comercial nunca antes visto en la historia de América Latina que alteró de manera radical el funcionamiento de la naciente industria de medios de comunicación. Transformación en la que la prensa pasó de ser un aparato ideológico y doctrinario de marcado sesgo político, para convertirse en una empresa con propósitos comerciales e informativos mucho menos restringida que en períodos anteriores. Un cambio en el que igualmente se generaron una serie de relaciones y prácticas sociales en las que los medios de comunicación tenían cierta autonomía para filtrar la información que saldría publicada, el sector comercial intentaba manipular los espacios de las páginas impresas en las que estarían exhibidos sus productos, el gobierno avalaba, directa o indirectamente, el tipo de información que correspondiera con sus intereses políticos, y los escritores, artífices de discursos y traductores de idearios importados, moldeaban el devenir de una sociedad deslumbrada con la idea de progreso y civilización. Así, en el entramado de vínculos que comenzaron a instalarse en las ciudades de América Latina entre finales del XIX y las primeras décadas del siglo XX, las publicaciones periódicas jugaron un papel fundamental en la construcción de la vida cotidiana. Un espacio de divulgación privilegiado, similar a las grandes tiendas de variedades o las exposiciones universales en las que el mercader, el artista y el político encontraron un lugar de articulación con el gran público. Propuesta innovadora que pretendía llegar a “todos” mediante la información, la educación y el entretenimiento, pero que para el contexto de la época no hizo sino marcar la diferencia entre quienes podían acceder a este medio de comunicación y quienes por falta de recursos económicos, o de instrucción académica, quedaron al margen de la modernidad.

Las relaciones de Chile con la República española (1931-1936)

JUAN LUIS CARRELLÁN RUIZ

Universidad de Huelva

juancarrellan@hotmail.com



Es conocida la heroica acción de la embajada chilena en Madrid durante la Guerra Civil española a favor de los refugiados de uno y otro bando dentro de la legación diplomática. También de las gestiones de Pablo Neruda para llevar a republicanos españoles a Chile en el barco Winnipeg. En esta comunicación se pretende observar la configuración de las relaciones de estas dos naciones hispanas durante los años previos a la sublevación del bando franquista. Para ello, hemos usado documentación inédita de los archivos chilenos Archivo General Histórico del Ministerio de Relaciones Exteriores y Archivo Nacional de la Administración, y los archivos españoles Archivo del Ministerio de Asuntos Exteriores y Archivo General de la Administración, así como una selección bibliográfica que apoya nuestra investigación. Durante la primera parte del siglo XX los acontecimientos políticos entre los dos países fueron muy similares, sin dejar de ser conscientes de que cualquier paralelismo entre países americanos y España es forzosamente muy lejano, Chile -dentro de sus peculiaridades económicas, sociales y políticas- ha tenido un desarrollo político parecido: un sistema democrático hasta la década de 1920, luego una dictadura autoritaria que tuvo buenas relaciones con la que España sufrió por los mismos años y posteriormente en los años 30 ganaron las elecciones en los dos países el Frente Popular, que integró a las fuerzas de izquierdas. Al proclamarse la República en España, surgieron dudas en el Gobierno de Alessandri sobre la conveniencia o no de su reconocimiento debido a la presión que la derecha chilena ejercía para no hacerlo. El embajador chileno continuó en su cargo *ad-honorem* por su cuenta y riesgo puesto que las autoridades chilenas decidieron su retirada de Madrid. Estaba en juego las importaciones de salitre, muy demandadas por los agricultores españoles. En la época de Ibáñez del Campo se firmaron dos acuerdos comerciales con España, uno de carácter comercial (1928) en el que se establecieron ventajas aduaneras para ciertos productos de cada país y otro (1930) sobre el internamiento de salitre en España. Los dos de bastante relevancia para fomentar las exportaciones respectivas en un

contexto de crisis económicas y donde el salitre sufría la competencia de los salitres sintéticos mucho más baratos. En este clima de entendimiento entre las dictaduras autoritarias chilena y española se firmó un Tratado de Arbitraje (1927), se elevaron al rango de embajadas las respectivas legaciones (1928) y existió un apoyo mutuo en las votaciones de la Sociedad de Naciones. Con la llegada de la República Española, las relaciones entre las dos naciones se vieron condicionadas por la división de la población chilena y la colectividad española residente en Chile sobre la postura a tomar tras la caída de la monarquía en España. Los sectores conservadores chilenos y de la colonia española vieron con temor el programa reformista de los republicanos en España en lo referente a la Iglesia, el ejército y la propiedad de la tierra. En 1933 asumió la representación de la legación chilena un encargado de negocios tras la marcha del embajador. En 1934 los dos Gobiernos se apoyaron mutuamente para que los dos países formaran parte del Consejo de la Sociedad de Naciones. En ese mismo año llegó el nuevo embajador de Chile en Madrid. Los hechos más relevantes se dieron en el plano económico donde se firmaron varios acuerdos comerciales que establecieron porcentajes de compensación a España en función de las importaciones de salitre. De esta manera, Chile tuvo que acceder a dar una serie de concesiones para nivelar la balanza comercial que en los años veinte rechazaba.

Desempolvando el libro de familia. Intelectuales chilenos ante la Guerra Civil española

JESÚS CANO REYES

Universidad Complutense de Madrid

jesuscanrey@yahoo.es



La comunicación indagará sobre la posición de los intelectuales chilenos frente a España a raíz de los acontecimientos de la Guerra Civil española (1936 – 1939). Se trata de un período trascendental para analizar cuál es el sentimiento de identidad nacional de la antigua colonia con respecto a la metrópoli. Tras el considerable alejamiento que se había producido en el primer siglo de la independencia (cuando España había pasado a ser, según la denominara Simón Bolívar, “desnaturalizada madrastra”), tiene lugar un sentimiento de filiación y España se erige de nuevo como la Madre Patria, estrechándose así las dos orillas del Atlántico. España, quebrada y convulsa, ejerce como un imán de descomunales proporciones y atrae la esperanza, el miedo o el fervor del mundo entero: allí se juega la partida universal del combate contra el fascismo. Chile, al igual que sucede con casi todos los países hispanoamericanos, se siente particularmente próximo a los acontecimientos españoles, y una prueba de ello es la adopción de las mismas estrategias políticas con el fin de derrotar a los movimientos totalitarios: la formación del Frente Popular (que triunfa en Francia y España en 1936 y en Chile en 1938). En un país que sin lugar a dudas posee ya, a más de cien años de su independencia, un indudable conciencia nacional, se vuelve la vista de manera emocionada hacia la que otrora fuera considerada la nación opresora. Tal y como afirma el escritor chileno Gerardo Seguel en el prólogo a la antología poética *Madre España* publicada en 1937, “los intelectuales somos, una vez más, deudores de España. Ante la presencia dramática de las llamas de Madrid, del humo que brota de Guadarrama y de los estampidos de Asturias, Vascongadas y Aragón, juremos manifestarnos siempre como sus más dignos herederos”. Para este análisis, se focalizará la atención en la actitud de los intelectuales chilenos (eminentemente escritores) que combaten a su modo por España, cambiando el fusil por la pluma. Es paradigmático el caso de Pablo Neruda, a quien los sucesos españoles transforman su poética, pero no es ni mucho menos el único caso. Desde las tribunas de los periódicos y revistas, tanto de derecha como de izquierda, el campo cultural

chileno se va definiendo en relación con lo que acaece en la Península Ibérica, y se reproducen en las rotativas de Chile los dos bandos que pelean en España. Al mismo tiempo, las reflexiones sobre la conquista, el período colonial y la independencia que estos autores plantean en sus artículos, crónicas y textos literarios van elaborando una mirada nacional que permite comprender mejor la construcción de la identidad del país. Este trabajo es fruto de una investigación personal que el autor realiza en estos momentos en la Biblioteca Nacional de Chile, rastreando el material hemerográfico de la prensa chilena correspondiente a la época, así como las publicaciones bibliográficas de los intelectuales de este período, por lo que la presentación de los resultados puede aportar un prisma interesante al coloquio.

Visión del Estado a través de la propuesta de Frente Popular en Chile (1936-1938)

PEDRO PATRICIO MILOS HURTADO

Universidad Alberto Hurtado, Chile

pmilos@uahurtado.cl



En 1936 se constituye el Frente Popular chileno, como una coalición de partidos que, inspirada en la experiencia europea de frentes populares, busca ser una alternativa en la conducción política del país. Esto, tanto a nivel del sistema político -poder legislativo y ejecutivo- como también a nivel social, por medio de una alianza con la central sindical de la época, la Confederación de Trabajadores de Chile, CTCH. Los principales partidos que confluyen en el Frente Popular chileno (partidos radical, comunista y socialista) van a iniciar, a partir de su creación, un proceso de construcción discursiva tendiente a perfilar su propuesta política como un proyecto nacional. En los años que van desde la constitución del FP hasta el triunfo de su candidato en las elecciones presidenciales de 1938, se va a transitar desde un discurso a tres voces hasta un discurso más homogéneo, que inspirará, tanto su propaganda y posicionamiento público como su programa de gobierno. En este proceso de construcción discursiva, el ‘Estado’, tematizado bajo distintas aproximaciones, va a ser uno de los elementos centrales: a) ya sea como recuento -histórico o memorístico- de lo que el Estado había sido hasta inicios de los años treinta; b) como juicio político de lo que el Estado expresaba -en ese momento histórico- a través del gobierno de Arturo Alessandri (1932-1938); c) o bien como propuesta de un nuevo tipo de Estado que reforzara la construcción nacional y popular hacia el futuro. Las distintas coyunturas que jalonan el desarrollo de la coalición constituyen hitos en los cuales se pueden identificar cambios en este discurso. En este recorrido, el Estado desfila tanto en sus expresiones institucionales como económicas y sociales. Pero aparece también como conciencia nacional, mostrando los alcances y límites de la ‘nación’ que se había logrado construir en 120 años de vida republicana. Focalizar el análisis en la mirada política que el Frente Popular chileno tiene respecto del Estado, es hacerlo también, en alguna medida, en la mirada de los grupos sociales que esa coalición representa: los sectores medios y populares. Sectores que ‘adhieren’ y ‘resisten’, paradójal o contradictoriamente, tanto a la idea de nación que se ha forjado desde la

independencia como al Estado-nación realmente existente. ¿Cuánto necesitó apoyarse y cuánto necesitó distanciarse el Frente Popular chileno de la idea y de la realidad del Estado-nación, pretérito y existente, en la época de su constitución? ¿Cuáles son los elementos de continuidad y de cambio en la propuesta de un nuevo tipo de Estado por parte del Frente Popular chileno? ¿Existe, en la propuesta de Estado-nación que subyace al Frente Popular chileno, una memoria sobre la construcción del Estado en Chile? Estas son algunas de las preguntas que están a la base del análisis. En suma, la ponencia recrea, en sus trazos esenciales, el despliegue discursivo del Frente Popular chileno respecto del Estado, entre 1936 y 1938, basándose en fuentes primarias de la época, principalmente periódicos a través de los cuales se expresaban el FP y los partidos que lo componían.



